

Jean-Yves Camus,
"La Nouvelle droite: bilan provisoire d'une école de pensée", *La Pensée*, n°345 ; janvier-mars
2006, pp.23-33.

Ni parti politique, ni cénacle littéraire ; ni société secrète, ni enième avatar d'une « internationale fasciste » qui n'existe pas, la « Nouvelle droite » a (presque) quarante ans, puisque sa fondation, en France, date du début de 1968 . Il est donc possible, au vu de son abondante production écrite comme de l'évolution et de la recomposition des droites françaises depuis lors, de tenter d'esquisser un bilan, forcément provisoire, de son action. Objet, jusque ici, de polémiques plus que d'études, la Nouvelle droite et l'organisation qui l'incarne en France principalement, le GRECE (Groupement de Recherches et d'Etudes pour la Civilisation Européenne), doivent avant tout être définis précisément dans l'espace intellectuel et politique. Il est ensuite possible d'isoler les lignes-force de la pensée qu'elle a élaborée, puis de retracer les succès et les échecs de son entreprise, qui était sans doute rien moins, dans l'esprit de ses fondateurs, qu'une révolution des esprits dans ce camp politique que l'usage, en fonction d'une vision linéaire des positionnements idéologiques, nomme « la droite ». Mais ce travail, qui s'inscrit dans l'histoire des idées, n'est possible que si sont écartées, au préalable, certaines conceptions erronées.

La Nouvelle droite : un vocable ; des réalités opposées

La première de ces idées fausses concerne ce qu'on place derrière le concept de « nouvelle droite », vocable utilisé à tort au singulier, mais qui recouvre des réalités plurielles et sert en fait à nommer des courants idéologiques qui n'ont rien à voir entre eux. Le terme a d'abord été utilisé dans le contexte américain de l'émergence, après la campagne présidentielle manquée de Barry Goldwater (1965), d'une droite décomplexée par rapport au libéralisme au sens anglo-saxon du terme, ultra-conservatrice, imprégnée de valeurs religieuses et volontiers populiste, anti-égalitariste et tolérant mal la déségrégation raciale. Ce terme de « *New Right* », popularisé entre autres par le publicitaire américain Richard Viguerie , a ensuite désigné, en Amérique comme en Grande-Bretagne, un courant plus large, réactionnaire et moraliste, partisan de l'Etat- minimum et ultra-libéral en économie, dont les figures de proue furent Ronald Reagan et Margaret Thatcher, et dont l'âge d'or se situe dans les années 80. Cette acception du terme n'a pas disparu. En Australie par exemple, il désigne une droite qui croit en l'omnipotence du marché, est opposée au multi-culturalisme, est imprégnée de fondamentalisme protestant ou de catholicisme traditionaliste, et qui a su devenir une force orientant partiellement la politique du Premier Ministre, John Howard. Le problème, c'est que cette droite-là, qu'on peut identifier tour à tour, avec l'aile droite du Parti Républicain américain, des Tories britanniques, ou dans une autre variante, du parti New Zealand First, n'a guère à voir avec la « nouvelle droite » issue du GRECE et avec ses amis étrangers, et qu'elle est même aux antipodes de

sa pensée. Il n'existe pas davantage d'affinités entre la « nouvelle droite » telle que l'entend le GRECE et la « nye højre » qui, au Danemark, désigne, dans le vocabulaire de la science politique, le Dansk Folkeparti, mouvement anti-européen, nationaliste et xénophobe avec une fixation particulière sur l'islam, les musulmans et leur impossibilité supposée à s'intégrer.

Pour ajouter à la complexité du problème, « nouvelle droite » est en fait un terme inventé par la presse, lors de la grande controverse autour des idées du GRECE qui débute avec la parution d'un article de Thierry Pfister dans *Le Monde* du 22 juin 1979, et que celui-ci a ensuite repris par convenance, par défi sans doute, avec la conscience que cela constituait un identifiant fort, mais sans s'y reconnaître totalement. Et, nous le verrons, les personnalités intellectuelles et les groupes qui se réclament de cette « nouvelle droite » là, ne forment en aucune manière un ensemble homogène, mais bien plutôt une nébuleuse fondée sur les cousinages et les proximités et dans laquelle la prééminence de la « nouvelle droite » française semble avoir décliné au fil du temps. Dans cette étude, nous n'évoquerons que le GRECE et les organisations étrangères qui lui sont proches, et notamment leur noyau idéologique, qui a évolué dans le temps. Sans qu'il soit question de le décrire complètement, travail qui a déjà été réalisé par Pierre-André Taguieff, on peut en déterminer les axes majeurs, résumés dans le manifeste « la Nouvelle Droite de l'an 2000 », rédigé par Alain de Benoist et Charles Champetier : critique du libéralisme et de la marchandisation du monde ; refus de l'individualisme, attachement à une conception organiciste et communautarienne de la société ; refus de l'égalitarisme et des monothéismes dont il est issu ; valorisation des identités collectives enracinées et du « droit à la différence », à l'issue d'une évolution partant du racisme hiérarchisant des débuts vers le différentialisme, c'est-à-dire l'idée selon laquelle chaque culture doit poursuivre son développement propre, si possible sur le territoire où elle s'est formée ; rejet de la forme de l'Etat- Nation et promotion d'un modèle fédéraliste reposant sur l'application du principe de subsidiarité ; vision des relations internationales basée sur l'idée d'un monde multi- polaire dans lequel l'Europe serait dotée d'une forme- Etat propre, détachée de la toute-puissance américaine désignée comme ennemi principal des peuples . Si l'on devait résumer ce programme en deux notions, celles-ci seraient : opposition totale au libéralisme et rejet de ce qu'Alain de Benoist nomme « l'idéologie du Même », c'est-à-dire à la fois de la massification, de l'éradication des identités culturelles par uniformisation et de l'égalitarisme contenu dans le principe des droits de l'Homme.

Cela fait, il faut en convenir, bien des points sur lesquels les frictions, voire l'opposition frontale, avec les droites conservatrices, libérales, nationalistes et populistes sont inévitables, et quelques autres qui sont autant de points de convergence. On peut prétendre avec raison que les divergences l'emportent. Tout d'abord, parce que c'est la figure du rebelle qui est emblématique de la « nouvelle droite » et non celle du technocrate ou de l'entrepreneur . Ensuite, parce que la « nouvelle droite » rejette la mondialisation libérale et l'économisme. Enfin, le fossé avec la droite néogaulliste, les souverainistes et les nationaux- populistes est infranchissable, puisque la « nouvelle

droite » n'est absolument pas attachée à la Nation. Cela, bien sûr, ne signifie pas qu'en évoluant, elle se soit rapprochée de la gauche. Simplement elle défend, tout en se situant incontestablement à droite, des idées qui ont parfois migré vers la gauche (en particulier, pour ce qui est du communautarisme et du fédéralisme, vers la « deuxième gauche ») ou qui sont, pour ce qui concerne l'opposition à la mondialisation libérale, largement ancrées à gauche.

Une nébuleuse internationale éclatée et plurielle

La seconde conception fautive consiste à ramener la « nouvelle droite » à un phénomène intellectuel français. Certes, la « nouvelle droite » a son origine en France et porte incontestablement la marque de son théoricien le plus connu, le français Alain de Benoist (1943). C'est bien en France qu'elle fut l'objet des polémiques les plus vives, dans les années 1978-80 et en 1993, lors de la publication dans le quotidien *Le Monde* du 13 juillet, de l'« appel à la vigilance » cosigné par quarante intellectuels. Cependant, seul l'habituel provincialisme des controverses hexagonales empêche de voir que la « nouvelle droite » est, au moins, une école de pensée à l'échelle de l'Europe, et qu'elle a ailleurs, en Allemagne et en Italie particulièrement, une influence au moins égale à celle qu'elle possède dans notre pays. École de pensée donc, elle l'est, qui possède un tronc commun et des réseaux d'échange et de diffusion. Mais école dogmatique, centralisée, homogène, la nouvelle droite ne l'est pas et ne l'a jamais été, qui présente autant de facettes qu'elle possède de déclinaisons dans les différents pays, qui a muté au fil du temps par évolutions et aussi par ruptures. La « nouvelle droite » donc, a, comme l'écrivait Eugen Weber de l'Action française, des « amis étrangers ».

Aujourd'hui, on peut distinguer plusieurs branches dans la famille néo-droitière. La première est constituée par le GRECE et les publications qui lui sont liées (*Eléments* ; *Nouvelle école* ; dans une moindre mesure, *Krisis*, qui est davantage une entreprise intellectuelle personnelle d'Alain de Benoist) ainsi que par les groupes et publications étrangers apparentés. Dans son numéro de février 1999, titré « la nouvelle droite de l'an 2000 », la revue *Eléments* en donne la liste. Il s'agit de la revue belge néerlandophone *Tekos*, dirigée par Luc Pauwels ; des publications italiennes dirigées par Marco Tarchi (*Trasgressioni* ; *Diorama letterario*) et de la revue *Futuro Presente* ; de l'hebdomadaire berlinois *Junge Freiheit* ; de l'hebdomadaire viennois *Zur Zeit* ; de la revue *Disenso*, éditée en Argentine par le péroniste de gauche Alberto Buela ; de la revue roumaine *Maiastra*, publiée par Bogdan Radulescu et son Club des Accolades ; et de la revue espagnole *Hesperides*, dirigée par José Javier Esparza. Il n'est pas difficile de comprendre que cette liste est un patchwork de positionnements idéologiques divergents. La revue *Tekos* est ainsi fortement marquée par l'influence du nationalisme flamand défendu avant 1940 par Joris van Severen et son Vlaams Nationaal Verbond, et elle s'est construite en réaction à l'emprise du catholicisme sur l'expression politique du nationalisme flamand d'après-guerre. Elle assume néanmoins davantage l'héritage du

passé que *Junge Freiheit*, publication au demeurant de qualité et correctement diffusée en kiosque, qui n'arrive guère à s'affranchir des questions posées par le passé national-socialiste mais que la culpabilité collective allemande comme les lois en vigueur empêchent d'aller au bout de ses raisonnements et qui, malgré tout, en mars 2005, lançait auprès de ses lecteurs une grande enquête sur le thème « 8 mai 1945 : Libération ? » , tandis que son service de vente de livres par correspondance ne proposait guère que des ouvrages consacrés à la seconde guerre mondiale, en particulier au bombardement de Dresde et aux diverses formes de destructions imputables aux Alliés. En Autriche, *Zur Zeit*, dirigé par Andreas Mölzer, ancien idéologue du FPÖ, est défini comme « un véritable hebdomadaire conservateur pour l'Autriche » , ce qui suffit à le différencier et du GRECE et des publications de Marco Tarchi, politologue réputé et très bon spécialiste des droites italiennes qui, après avoir été une figure centrale dans l'élaboration de la contre-culture de la jeunesse du MSI, réfute désormais toute appartenance à la droite et réserve l'essentiel de ses critiques au système Berlusconi. Les espagnols de *Hesperides*, pour leur part, n'ont jamais su se défaire de la tentation d'influer sur les idées du Partido Popular, qui est pourtant la formation politique européenne de droite la plus alignée sur les positions des néo-conservateurs américains. Certains épigones étrangers de la « nouvelle droite » utilisent même le « label », pour ainsi dire par abus de langage, et ne sont guère reconnus comme faisant partie de la famille : ainsi la « nouvelle droite » portugaise, dont l'intellectuel organique, Jaime Nogueira Pinto, a publié un livre reprenant le titre d'un ouvrage-phare d'Alain de Benoist (*Vu de droite*), publie une revue au nom typiquement néo-droitier (*Futuro Presente*), mais a adhéré à la Heritage Foundation et met au centre de son projet idéologique « l'importance de la renaissance spirituelle de la Rome catholique de Jean-Paul II et l'importance de l'Amérique de Reagan ainsi que de l'Amérique comme puissance du futur ». Programme, on s'en doute, totalement anathème pour un militant du GRECE...

La seconde branche de la famille « nouvelle droite » est constituée par le réseau Synergies européennes, basé à Bruxelles et dirigé par Robert Steuckers. Il s'agit en quelque sorte d'une scission de la précédente, provoquée en 1992 d'abord par des questions d'incompatibilités personnelles (entre Steuckers et de Benoist) mais qui repose également sur des conceptions tactiques et des options intellectuelles divergentes . Rapidement résumées, les reproches formulés par Steuckers à l'encontre du GRECE sont ceux de repli stérile sur la métapolitique et d'élaboration d'une pensée désincarnée par rapport au réel ; de dédain coupable pour la géopolitique et les sciences juridiques, indispensables pour proposer une organisation politique concrète de l'espace culturel européen. Enfin, l'acceptation par de Benoist de la présence permanente des communautés immigrées sur le sol européen est fermement combattue par Steuckers qui, dans la veine la plus classique de l'extrême-droite xénophobe, ne voit en elles que « des ethnies de passage, non assimilées parce que trop nombreuses (qui) développent pour survivre des économies parallèles qui débouchent trop souvent,

hélas, sur des réseaux mafieux » , rhétorique qui n'étonnera guère venant de quelqu'un qui s'est beaucoup rapproché de groupes politiques comme Bruxelles Identité Sécurité, puis le Vlaams Blok. Moins exposée médiatiquement que le GRECE, la mouvance de Synergies européennes a pourtant été à l'œuvre dans quelques affaires qui ont fait grand bruit, par exemple celle qui concerne l'implantation durable d'un noyau d'enseignants néo-droitiers à l'université de Lyon- III, et dont certains semblent s'être servis des facilités offertes par l'institution universitaire pour effectuer un travail militant. Cet épisode, qui a suscité quelque émoi dans le milieu scientifique, a donné lieu à la création d'une commission d'enquête dont la présidence fut confiée en novembre 2001 par le ministre de l'Education d'alors, Jack Lang, à l'historien Henry Rousso. Or dans son rapport, ensuite publié sous forme d'ouvrage et au demeurant fort complet, celui-ci omet de mentionner que la plupart des enseignants et chercheurs incriminés, présentés comme appartenant à la « nouvelle droite », étaient en fait des collaborateurs de *Nouvelles de Synergies européennes* et non des publications liées au GRECE, même s'ils avaient un temps appartenu à ce mouvement. Les publications dirigées par Robert Steuckers ne sont pas sans intérêt. L'homme n'est dépourvu ni de curiosité intellectuelle, ni d'une assez solide culture philosophique et politique. Il possède l'indéniable avantage sur la plupart de ses anciens amis devenus rivaux d'être correctement germanophone, et c'est à bon droit d'ailleurs qu'il reproche à une « nouvelle droite » si friande de références allemandes, d'ignorer au fond la langue pratiquée outre-Rhin, ainsi que la culture de la Mitteleuropa. Robert Steuckers, flamand parfaitement bilingue, est également le seul sans doute des animateurs de la « nouvelle droite », à pouvoir se targuer de maîtriser une double culture et même, d'avoir une identité complexe, composée, somme toute : européenne. Reste que l'impact du réseau Synergies est singulièrement limité par son tropisme droitier ; par une propension sérieuse à des polémiques incompréhensibles en dehors du cénacle et par le caractère foisonnant, opaque à force de références, de nombre des textes qui en émanent, l'érudition finissant par masquer l'intuition.

Enfin, troisième branche, celle plus informelle, groupée autour de Guillaume Faye. Après avoir été un des espoirs intellectuels du GRECE, celui-ci s'en est éloigné en 1986, prenant du recul par rapport à la scène politique avant d'y faire un retour avec la publication, en 1998-2000, de plusieurs livres dans lesquels on retrouve son goût ancien pour le futurisme, la technique et les modes, mais qui sont en fait centrés sur la question de la race. L'idée obsessionnelle de Faye est celle de l'inéluctable affrontement physique, sur le sol européen, entre les ethnies « de souche » et les « allogènes », musulmans et personnes de couleur s'entend. La violence du propos, qui a valu à son auteur condamnation par les tribunaux après la parution de *La colonisation de l'Europe, discours vrai sur l'immigration et l'islam*, lui a permis de trouver une audience dans les cénacles de l'extrême-droite radicale, notamment au sein du mouvement « völkisch » de Pierre Vial, Terre et Peuple, et d'être écouté par Synergies européennes, tandis qu'Alain de Benoist et Charles Champetier prenaient sans appel leurs distances.

Depuis le 11 septembre 2001, la phobie anti-musulmane qui est devenu le centre théorique d'une certaine pensée de droite (et qu'il ne faut pas confondre avec la critique politique de l'islamisme) a rendu les théories de Faye acceptables. Elle place toutefois cette sous-famille néo-droitière dans une impasse politique : d'une part, le « créneau » de la xénophobie et de la peur de l'islam est occupé, à l'extrême-droite, par le Front National et à un degré moindre par le MNR ; d'autre part, la relative bienveillance témoignée aujourd'hui par ce courant envers Israël, en tant que cet Etat est en confrontation directe avec les pays musulmans et l'islamisme, ne peut guère trouver d'oreilles attentives au sein d'une mouvance où l'antisémitisme affleure toujours. Pour être complet, on mentionnera aussi l'existence, aux marges des courants précédents, de la revue bruxelloise *Antaios*, animée par le philologue Christopher Gérard. Elle nous semble principalement remarquable en tant qu'exemple d'un groupe se réclamant d'un paganisme non pas esthétique, ou de pure réaction au judéo-christianisme, comme il est courant au sein de la « nouvelle droite », mais opératoire, autrement dit, d'une religion païenne .

La nouvelle droite est donc foisonnante. Certains observateurs, en raison du traditionnel « effet de loupe » qui peut égarer le chercheur, ont interprété cette multiplicité des organes d'expression, auxquels il faudrait rajouter les multiples colloques, comme une preuve de la puissance de la « nouvelle droite ». Loin de là. Il est, tout simplement dans la nature même d'un projet culturel, métapolitique, de multiplier les interventions dans les champs les plus divers, d'impliquer militants et compagnons de route dans un maximum d'initiatives, sitôt qu'elles sont politiquement transversales et vont globalement dans le sens du projet néo-droitier. On a ainsi vu des cadres de la nouvelle droite lancer en mars 1999 un appel contre les frappes de l'OTAN contre la Serbie ; s'intéresser à l'écologie dans la version proposée par Edouard Goldsmith (Laurent Ozon, actuellement membre du conseil national du MPF villiériste) ; signer une pétition de soutien à Edgar Morin après sa condamnation en 2005 pour diffamation raciale au sens des articles 29 alinéa 1 et 32 alinéa 2 de la loi du 29 juillet 1881 (Alain de Benoist), etc...En fait, cette impression d'une présence partout est le masque d'un isolement assez grand dans la sphère intellectuelle et médiatique française. Comment s'est produite cette marginalisation ?

La « nouvelle droite » française : une vocation avortée de « think-tank » politique

Le premier facteur en est le refus de la droite de gouvernement, néo-gaulliste et giscardienne, d'adopter le logiciel idéologique de la « nouvelle droite » et de l'intégrer dans ses propositions. Bien que se voulant « métapolitique », la « nouvelle droite » n'avait pas exclu d'influer sur un éventuel réarmement intellectuel de la droite en vue de la reconquête des positions qu'elle avait perdues au profit d'une gauche alors encore hégémonique dans le champ culturel. L'instrument de cette influence était le Club de l'Horloge, sorte de « think-tank » regroupant des journalistes, des

essayistes et des hauts- fonctionnaires. Fondé, en 1974 par Yvan Blot ; Jean-Yves Le Gallou et Henry de Lesquen (son actuel président), un temps protégé par Michel Poniatowski, le Club allait produire quelques ouvrages abondamment commentés à droite (*Les racines du futur*, 1977) et inspirés par une doctrine qu'on peut qualifier d'élitiste voire social- darwiniste, et qui deviendra progressivement nationale-libérale en économie. La controverse autour du GRECE, en 1979, allait obliger les « horlogers » à s'éloigner de la « nouvelle droite » stricto sensu et forcer la droite de gouvernement à prendre ses distances avec le Club de l'Horloge devenu, à partir du ralliement d'un certain nombre de ses dirigeants au Front National, en 1985, une simple passerelle entre celui-ci et la droite classique. Le second facteur de marginalisation de la « nouvelle droite » a été son éviction, en 1981-82, de la grande presse nationale au sein de laquelle elle avait acquis une position d'influence, lorsqu'en 1977, Robert Hersant avait pris le contrôle du *Figaro* et du *Figaro-Magazine* dont la rédaction était entre les mains de Louis Pauwels, Patrice de Plunkett et Jean-Claude Valla, Alain de Benoist lui-même y tenant régulièrement chronique) ainsi qu'au sein du groupe Valmonde, dirigé par Raymond Bourgine.

Enfin, la « nouvelle droite » a été victime de la position hégémonique que le Front National a acquit à l'extrême-droite dans les années 80 et 90 ainsi que de son succès électoral et de son impact médiatique. L'anti-fascisme militant, en se focalisant sur le FN, a laissé la « nouvelle droite » évoluer sans adversaire, dans l'indifférence. L'omniprésence médiatique de Jean-Marie Le Pen, qui développe une rhétorique simplificatrice, binaire et anti-intellectuelle, a réduit d'autant l'espace d'expression qu'auraient pu occuper Alain de Benoist et le GRECE, porteurs de l'évident handicap d'avoir une pensée complexe. Enfin, le refus répété de la gauche, et de l'immense majorité des intellectuels, de gauche en particulier, de nouer un dialogue avec la « nouvelle droite » (alors que celui-ci existe en Italie et, en Allemagne, dans les colonnes de *Junge Freiheit*), fut-il fondé sur la réfutation argumentée, l'a conduite à tourner sur elle-même, la plaçant dans une position proprement intenable : celle qui consiste à ne s'adresser qu'à un public se reconnaissant tout de même dans l'extrême-droite, alors même qu'elle s'en éloignait par le discours et la pensée. C'est cette impasse qui explique certainement l'attitude d'Alain de Benoist vis-à-vis des publications du Front National, parti au sujet duquel il a exprimé, dès le milieu des années 80, une assez franche hostilité , mais auquel il continue à s'adresser, donnant une interview au journal des proches de Marine Le Pen, *L'Aviso*, fin 2004, comme il le fit aux revues nationalistes-révolutionnaires *Jeune Résistance* (décembre 2001) ; *Terre et Peuple* (automne 2001) et *Résistance* (juin 2003) ainsi, il faut le préciser, qu'à des publications maurrassiennes (*L'Action française* 2000 ; *Bulletin Charles Maurras*) ou catholiques intégristes (*Certitudes pour une catholicité baroque*).

La « Nouvelle droite » est-elle nouvelle ?

On pourra m'objecter que la « nouvelle droite » n'est- ce qui précède en serait la preuve- qu'une entreprise savamment menée de réactualisation par euphémisation, des thèmes classiques de l'extrême-droite. Dès que le GRECE fut connu au-delà des cercles fréquentés jadis par ses fondateurs, il fut d'ailleurs en bute à des critiques virulentes, venues dès 1974 des milieux maurrassiens et catholiques , puis de la gauche, qui voyaient en lui, alors avec quelque raison, un néo-fascisme ou un surgeon de l'extrême-droite française de toujours, cherchant à sortir du ghetto politique non par un renouveau de la pensée, mais par une tactique de travestissement des idées, de dissimulation et de double discours. Cette accusation a constitué l'argument majeur des controverses autour de la « nouvelle droite » depuis trente ans. Il me semble pourtant qu'elle n'est plus vraiment justifiée. Il est possible de reprocher à la « nouvelle droite » de valoriser dans ses revues des auteurs dont elle n'indique pas clairement les liens (passés ou présents) avec le national-socialisme ou les mouvements de l'extrême-droite radicale ; d'avoir inclus dans le comité de patronage de sa revue théorique, *Nouvelle école*, des personnes de la même provenance idéologique ; de ne pas citer, en appui de telle ou telle note de lecture publiée dans *Eléments*, l'activité politique d'un auteur recensé de manière laudative. Toutes ces critiques ont été exprimées, notamment, par Pierre-André Taguieff dans un article de 1981 qui a fait date et qui était intitulé sans ambages « l'héritage nazi de la Nouvelle droite ».

Plus près de nous, on peut bien sûr constater que la dernière livraison de *Eléments* cite l'ouvrage de Christian Bouchet sur le néo-paganisme en oubliant de mentionner que celui-ci est également dirigeant du « Réseau radical », groupe nationaliste- révolutionnaire à l'antisionisme absolu. Mais l'argument se retourne aussitôt, puisque dans le même numéro est cité le « très intéressant Atlas des minorités en Europe », dirigé par Yves Plasseraud qui fut pourtant, dans les colonnes de la revue anti-fasciste *Article 31*, un critique acerbe des théories néo-droitières. On se doit aussi de dire qu'Alain de Benoist assume la totalité de ses publications livresques depuis 1965 : dans la liste des ouvrages « du même auteur », insérée à la fin de son livre *Critiques-Théoriques*, paru en 2002, figurent en effet entre autres, *Le courage est leur patrie* et *Les Indo-européens*, qui portent incontestablement la marque de l'univers mental de l'extrême-droite d'alors. La réalité est complexe : la « nouvelle droite » a bien des racines dans la droite « radicale » : les nationalistes-révolutionnaires au sens de Sternhell ; les non-conformistes des années 30 et la *Konservative Revolution* allemande. Nombre de ses animateurs, passés et actuels, ont effectivement milité dans ce que, faute de mieux, on appellera l'extrême-droite nationaliste-européenne des années 60-70. Mais elle n'en est ni l'héritière directe ni le clône et leur est irréductible. Ceux de ses cadres qui ont voulu continuer à inscrire leur réflexion dans le cadre de la politique partisane l'ont quittée, soit pour d'obscures carrières de technocrates au service de la droite de gouvernement, soit pour l'aventure frontiste dans laquelle ils retrouvaient condensées toutes les tentations mortelles de l'extrême- droite,

sombrant parfois, tel Yvan Blot glorifiant le « héros baroque » que serait Le Pen, dans une totale abdication de la pensée. La vérité au fond, n'est-elle pas que la « nouvelle droite » forme une droite insaisissable, inclassable ? Comment la cerner ? Tout d'abord, il y a cet extraordinaire essai de classification entrepris dans le numéro de *Eléments* de février 1999 et dans lequel sont recensées pas moins de 36 familles de la droite, définies par une devise ; un adversaire principal ; des auteurs de référence ; une époque emblématique à laquelle chacune se réfère ; des personnages admirés et des films préférés. L'entreprise peut prêter à sourire, si l'on s'en tient aux critères topologiques de la science politique. Elle n'en est pas moins fort pertinente, car elle caractérise chaque droite par son style, et la droite est avant tout, en France en tout cas, affaire d'attitude et de style. A qui donc emprunte la « nouvelle droite », parmi ces familles-là ? Selon nous, un peu à la « droite personnaliste et communautarienne » ; un peu aux « nationaux- révolutionnaires » et aux « fédéralistes européens » ; un peu à la droite « bio- hygiéniste », aux « régionalistes » et aux « folkistes ». Pour avoir une idée aussi précise que possible du paysage mental néo-droitier, il faut croiser ces données avec les indications précieuses fournies par la monumentale Bibliographie générale des droites françaises élaborée par Alain de Benoist .

En effet, dans un entretien avec Michel Marmin, accordé à *Eléments*, l'auteur affirme d'emblée qu'il ne se reconnaît plus, « depuis au moins un quart de siècle », « dans aucune famille de la droite française ». Alors que la Bibliographie aborde plusieurs des auteurs fétiches de l'extrême-droite, Saint-Loup et Brasillach ; Drumont et Rebatet, Alain de Benoist indique que les auteurs avec lesquelles il se sent une proximité sont Charles Péguy ; Ernest Renan ; Alexis de Tocqueville et Georges Sorel, ainsi que Georges Valois non en tant que fasciste mais « théoricien de la République syndicale qui défendit le distributisme jusqu'à sa mort en déportation », et aussi Montherlant, Bernanos et Drieu La Rochelle. Alain de Benoist possède également une bonne connaissance des auteurs « de gauche », qu'il n'hésite pas à mobiliser pour en incorporer les apports. Dans l'état actuel de ce parcours intellectuel non encore achevé, non fixé, on voit bien l'apport des droites révolutionnaires, qui n'empêche pas l'ouverture sur des univers intellectuels très étrangers à l'extrême- droite. Encore faut-il préciser qu'il s'agit-là des références personnelles d'Alain de Benoist et que nombre des autres animateurs de la « nouvelle droite », parmi la génération des pionniers et des cadres des années 70-80, sont incontestablement davantage reliés au cadre conceptuel des extrême- droites traditionnelles.

Conclusion :

La gauche a l'habitude fâcheuse de ne considérer l'extrême-droite qu'en termes de « danger ». De ce point de vue, soyons rassurés : la « nouvelle droite » ne menace pas la démocratie. Elle n'a pas réussi à contrebalancer le pouvoir culturel de la gauche qui, par contre, est sérieusement ébranlé par le consensus large qui s'est établi autour des idées de la droite néo-libérale.

Disons-le tout net : la joute intellectuelle qui reste à mener avec les penseurs de la « nouvelle droite » est plus stimulante pour l'évolution de nos sociétés que le débat (?) avec les thuriféraires de l'omnipotence du marché. La « nouvelle droite » a-t-elle seulement influencé le Front national, de sorte qu'on puisse au moins lui reconnaître un succès politique par procuration ? Rien n'est moins sûr, les idées de ce parti sur l'inégalité des races ou les différences d'aptitudes innées entre les individus devant beaucoup plus au poujadisme de comptoir, donc aux préjugés du sens commun, qu'aux théories de Robert Ardrey et Hans Eysenck. Puisque de plus, le grand public n'est plus exposé aux thèses néo-droitières sur les sciences du vivant par *Figaro-Magazine* interposé, que reste-t-il de ces quarante ans ? Simplement, et ce n'est pas rien, l'irruption, dans le débat intellectuel, d'idées que la « nouvelle droite » a contribué à diffuser, à vulgariser : un anti-monothéisme qu'on peut retrouver chez Houellebecq et Onfray ; l'acceptabilité de la discussion autour de la part respective de l'inné et de l'acquis dans les aptitudes individuelles ; la réhabilitation, face au modèle républicain jacobin, des communautés, qu'elles soient religieuses, ethniques, ou au sens de « sous-cultures » et réseaux comme les étudie Maffesoli ; l'introduction en France des communautariens américains et nombre de travaux autour de Carl Schmitt et d'Ernst Jünger. Des compagnons de route de la « nouvelle droite » ont acquis statut et notoriété dans leurs champs respectifs de spécialité : Julien Freund dans la science politique ; Pierre Gripari et Gabriel Matzneff dans les lettres ; Louis Rougier, encore méconnu, dans la philosophie, et la liste n'est que partielle. Toute cette entreprise a reposé sur une équipe finalement réduite (quelques dizaines de personnes) d'hommes et de femmes (d'hommes en fait, presque exclusivement), venus des mêmes horizons militants (Jeune Nation ; la Fédération des Etudiants Nationalistes ; le Rassemblement Européen de la Liberté), qui ont suivi des trajectoires professionnelles et politiques contrastées, mais dont un « noyau dur » est jusqu'à ce jour actif, à la fois par conviction, par amitié personnelle et, peut-être surtout, par fidélité.

En fait, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, l'absence totale de projet culturel à droite aujourd'hui, est en bonne partie la conséquence de ce qu'elle n'a pas intégré l'apport de la « nouvelle droite », n'en gardant en somme qu'une sorte de mauvaise imitation populiste et réactionnaire qui ne change en rien la nature profondément orléaniste de notre droite de gouvernement laquelle, comme l'écrivait déjà Bernanos à Coston, confond « l'ordre et le sergent de ville », parce qu'elle est persuadée qu'il est essentiel au bonheur du pays que rien, surtout, ne nuise à la bonne marche des affaires. Et à avoir comme adversaire une droite aussi invertébrée, la gauche du même coup, n'en est que plus paresseuse, plus consensuelle. Elle oublie l'exigence et l'urgence de transformation sociale et répète l'air du temps... La « nouvelle droite » a payé au prix fort de l'isolement le fait d'avoir tenu des positions paradoxales. Elle s'est, au moins, inscrite dans la durée et restera sans doute dans l'histoire des idées politiques, comme la seule entreprise d'élaboration d'une vision du monde, à partir des décombres de l'extrême-droite activiste des années 60.